



Chambre régionale d'agriculture BFC, Futura Sciences

L'élevage bovin lait de plaine



L'élevage bovin lait de plaine



Une conjoncture économique tendue mais qui reste positive... pour l'activité laitière

Après une année fourragère 2022 calamiteuse qu'un excellent prix du lait faisait oublier, l'explosion des charges touche les exploitations en 2023. Le prix du lait résiste cependant particulièrement bien, permettant de compenser la hausse des coûts de production. Les revenus issus de l'activité laitière sont ainsi préservés mais entachés par la chute de rentabilité de l'atelier céréales souvent présent sur ces exploitations. L'effet ciseau tant redouté touche durement les grandes cultures avec des prix de vente en chute et des engrais achetés en 2022 au plus haut.

Malgré la bonne rentabilité de l'activité laitière, la chute du nombre de producteurs perdure. Les tensions régulières sur le prix du lait, le manque de main d'œuvre et la lourdeur des investissements semblent responsables du déclin. Relancer une dynamique pour une filière - pourtant économiquement efficace depuis 4 ans - est un réel pari tant au niveau régional que national ; pari difficile face à la rareté des créations de nouveaux ateliers dans cette activité agricole. La disparition des ateliers laitiers au profit de la spécialisation céréalière questionne face à la différence de rentabilité de ces deux productions dans notre région à potentiel modéré...



..... L'élevage bovin lait de plaine

Les chiffres de la filière



Sources : Srise / Draaf Bourgogne-Franche-Comté / Contrôle laitier / Comptes provisoires de l'agriculture 2022 / Cerfrance

Une conjoncture économique toujours favorable

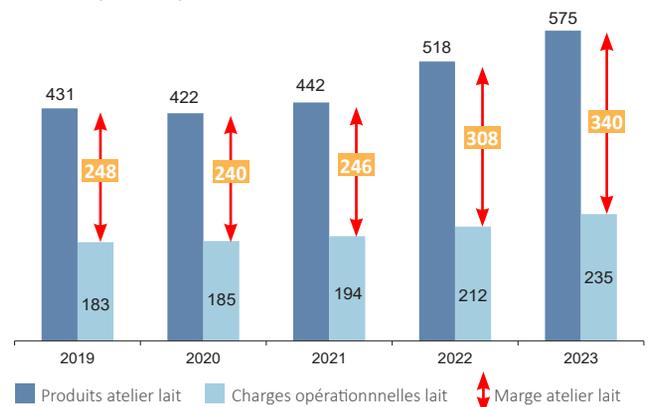
La pénurie de stocks fourragers 2022 et leur qualité souvent médiocre brident la productivité laitière sur le 1^{er} semestre 2023. Les températures élevées et un automne pluvieux continuent ensuite de limiter les volumes de lait. Ce n'est qu'en toute fin d'année qu'une reprise de production a lieu grâce à des ensilages maïs particulièrement lactogènes. Cette faible productivité n'est pas compensée par des accroissements de cheptel. Cette stagnation des effectifs s'explique sans doute par la saturation des bâtiments, des investissements de plus en plus rares dans ce domaine et des prix de vaches de réforme au plus haut.

Cette situation tendue, semblable au niveau national, contribue sans doute à un maintien du prix du lait. La crainte d'une chute semblable à celles des autres pays européens ne s'est finalement pas concrétisée.

Le prix des aliments (au plus haut en début d'année), le coût des engrais et les fréquents achats de fourrages augmentent très fortement le niveau de charges. Néanmoins, le maintien du produit viande et la consolidation du prix du lait permettent de dégager d'excellentes marges.

Les marges des ateliers se consolident pour la 4^{ème} année consécutive. Cette dynamique pourrait d'ailleurs se poursuivre sur 2024 avec des prix d'intrants en nette baisse et un prix du lait qui pourrait se stabiliser au moins sur le 1^{er} semestre.

Malgré l'explosion des charges, une marge brute toujours tirée par les prix du lait et de la viande (€ / 1 000 l)



Source : suivi GALACSY ALYSÉ

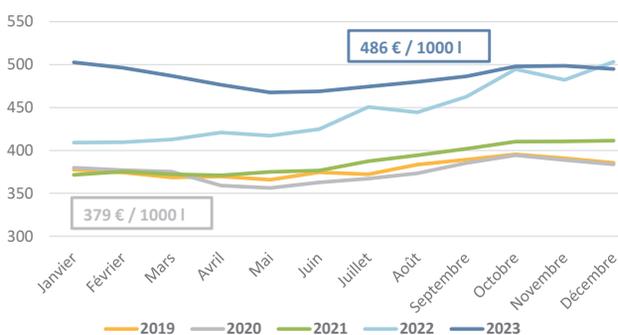
La productivité et la taille du cheptel restent stables mais l'érosion du nombre de producteurs se poursuit

	Lait (kg / VL)	Évol. (kg)	Nb VL	Évol. (%)	Nb livreurs	Évol. 2023 pr rap. 2022 (%)	Livraison (M de litres)	Évol. (%)
Côte-d'Or	7 441	- 42	79,4	+ 0	159	- 5 %	85	- 4 %
Nièvre	7 184	- 691	79,6	+ 2	31	- 9 %	16	0 %
Haute-Saône	7 527	45	75	+ 0	590	- 2 %	287	- 3 %
Saône-et-Loire*	7 667	10	79,1	+ 0	206	- 5 %	115	- 2 %
Yonne	8 208	- 6	83,5	+ 0	136	- 2 %	85	- 3 %
Territoire de B.	7 673	- 159	82,4	+ 1	55	- 8 %	31	1 %
Zone de plaine BFC	7 618	3	77,9	+ 0	1 177	- 2 %	620	- 2,7 %

* Hors AOP massif Jura

Sources : Conseils Élevages, données EDE et estimations, Srise / Draaf Bourgogne-Franche-Comté

Après l'envolée de 2022, une stabilisation du prix du lait de plaine en Bourgogne-Franche-Comté (€ / 1 000 l)



Source : Srise / Draaf Bourgogne-Franche-Comté

Des niveaux de livraison particulièrement faibles sur l'ensemble de l'année



Source : Srise / Draaf Bourgogne-Franche-Comté



Bovins lait de plaine*
(échantillon Cerfrance)

553 exploitations dont 2/3 spécialisées en lait et 1/3 en polyculture-élevage

185 ha de SAU dont 70 ha de SCOP

2,4 UMO dont 1,9 UTAF

78 vaches laitières

550 000 litres de lait vendus en 2023

481 € / 1 000 l estimé en 2023

*Lait de plaine : lait hors AOP massif jurassien



Franck Lavedrine, IDELE

Une marge brute qui continue de croître en lait

Malgré une récolte fourragère en demi-teinte, les exploitants maintiennent leur production. Avec un prix du lait soutenu, le produit lait augmente de 8 % en 2023. Le coût alimentaire augmente et la charge liée aux achats de concentrés, première dépense de l'atelier élevage, est en hausse de 20 € pour 1 000 litres. Mais l'amélioration du produit est suffisante pour couvrir cette augmentation, et la marge brute lait progresse de 8 %.

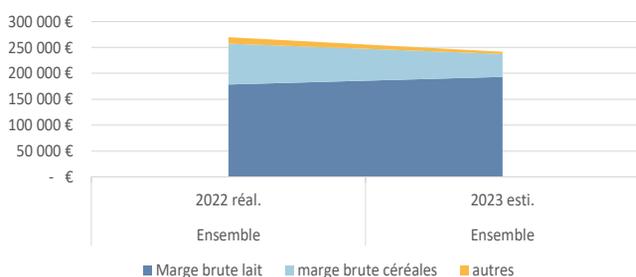
En revanche, la marge céréales diminue de 44 % avec la forte hausse des charges et la dégringolade du cours des grains. En polyculture-élevage, des synergies entre les ateliers lait et céréales devraient permettre de limiter les achats d'intrants. Pourtant, en dépit de la possibilité de valoriser les effluents pour diminuer l'usage d'engrais minéral, les charges d'engrais suivent la tendance observée chez les exploitations céréalières (+ 62 %).

L'augmentation des charges de structure, une tendance durable ?

En 2023, les charges de structure augmentent également, en lien avec un accroissement des charges d'amortissements (+ 8 %), d'entretien du matériel (+ 6 %), de travaux par tiers (+ 7 %). Les cotisations sociales augmentent également de 11 %, du fait de l'augmentation des résultats en 2021 et 2022. Au global, les charges de structure passent de 2 218 € / ha à 2 431 € / ha.

Cette hausse pourrait s'inscrire dans la durée notamment pour les amortissements et les travaux par tiers. A ce jour le prix du lait permet de limiter l'impact sur la rentabilité, mais pour combien de temps ? La mutualisation du parc matériel ou la délégation d'une partie des travaux agricoles sont des solutions pour limiter l'augmentation de ces postes.

La hausse de la marge lait ne compense que partiellement la baisse de la marge céréales



Source : Cerfrance

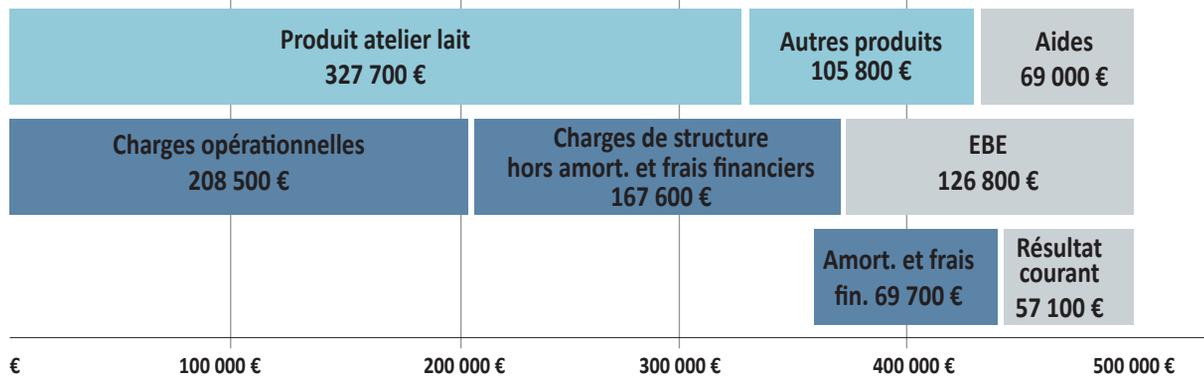


Gaëc du Relais

Des résultats en baisse mais supérieurs à la moyenne pluriannuelle

En moyenne sur l'ensemble du groupe, l'EBE chute de 23 % par rapport à 2022. Le résultat courant s'établit à 57 100 € soit 29 800 € / UTAF.

Construction du résultat courant systèmes laitiers en 2023



Source : Cerfrance

Malgré une baisse du résultat courant de 42 % par rapport à 2022, les résultats de l'année 2023 demeurent à un niveau supérieur à la moyenne des cinq dernières années.

Le résultat courant reste à un niveau supérieur à la moyenne quinquennale

Résultat courant / UTAF (€ constant)



Source : Cerfrance



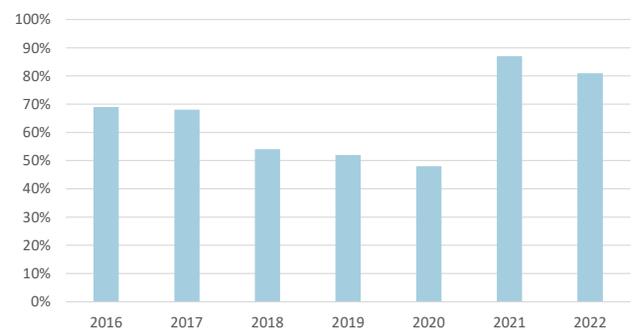
Franck Lavedrine, IDELE

Attention à l'augmentation du besoin de trésorerie des entreprises

La hausse des charges augmente les besoins en trésorerie indispensable pour assurer le cycle de production. L'augmentation des stocks fourragers, nécessaire pour améliorer l'autonomie alimentaire, demande aussi de disposer de trésorerie. Ainsi les exploitations doivent mobiliser plus d'argent pour produire le même revenu, soit par des ressources internes (le fonds de roulement) soit par des ressources extérieures (emprunt court terme).

L'endettement est de 47 %, avec un fonds de roulement de 45 200 € qui représente seulement 10 % des charges courantes. L'idéal pour une exploitation laitière serait qu'il couvre 50 % de ces charges. Ce manque de fonds de roulement est compensé par une hausse de l'endettement court terme depuis deux ans. Cela provoque des frais financiers supplémentaires qui peuvent fragiliser les exploitations.

Dette court terme / actif circulant



Source : Cerfrance

La consolidation du fonds de roulement reste un des axes stratégiques des entreprises laitières pour s'adapter à un besoin croissant de trésorerie. Une partie de l'EBE dégagé chaque année doit être alloué à sa consolidation.

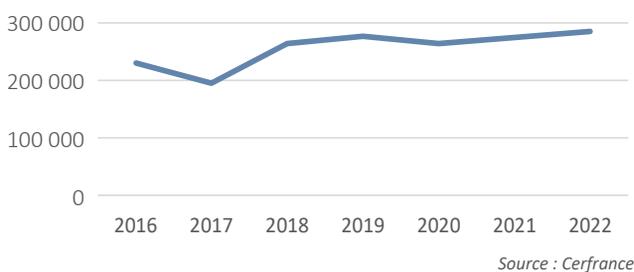
ZOOM

UN ENJEU D'AVENIR :
GÉRER L'ACCROISSEMENT DE LA TAILLE DES TROUPEAUX

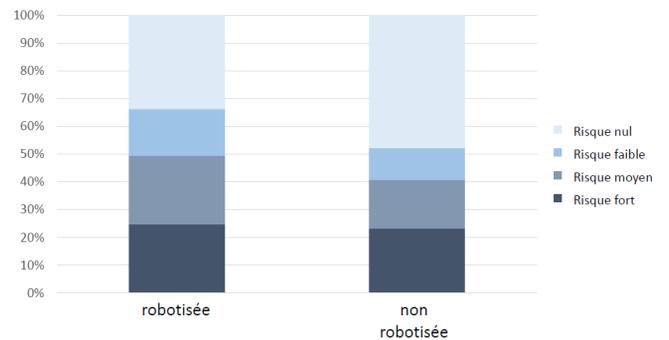
La hausse du volume produit par exploitation se traduit par un volume plus important par UMO. Cette hausse de la productivité participe à l'amélioration des résultats économiques, mais la charge de travail allouée à la gestion du troupeau devient un enjeu. Pour assurer la durabilité de leur système, les éleveurs doivent trouver des solutions adaptées à leur contexte, qu'ils soient en société ou employeur de main d'œuvre.

Ces technologies améliorent la vivabilité des exploitations en prenant soin de la santé des éleveurs. Mais elles représentent des investissements importants et engendrent des annuités supplémentaires. Elles peuvent donc dégrader la situation financière. Le risque financier est plus élevé dans les exploitations robotisées.

Volume de lait vendu / UTAF



Le poids des investissements pèse sur la situation financière



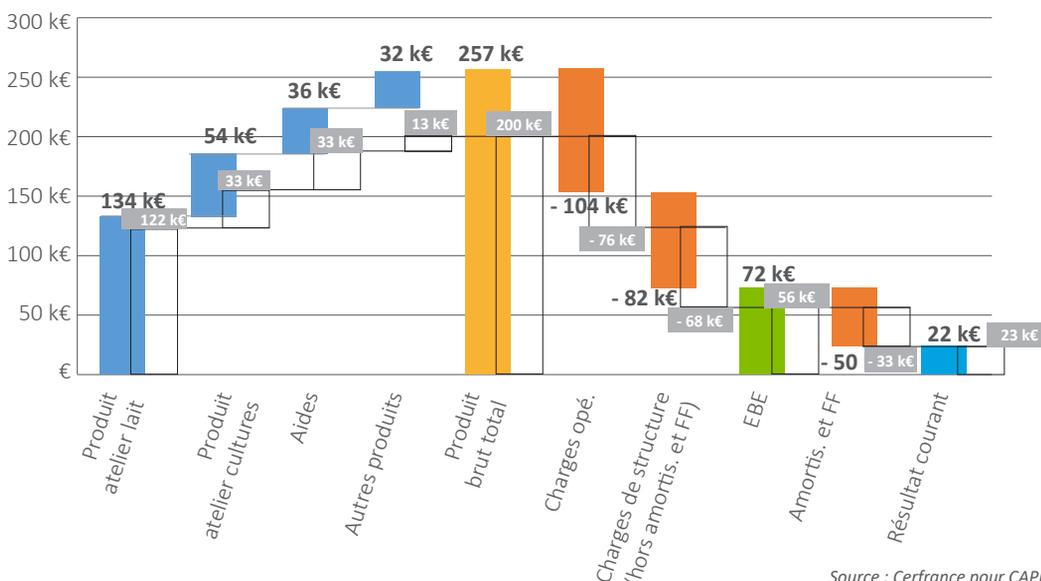
La technologie : une solution pour limiter la pénibilité au travail

Robot de traite, d'alimentation ou repousse fourrage : dans les exploitations laitières, les solutions sont multiples. En plaine, plus de 20 % des exploitations ont robotisé la traite. Cette technologie permet de limiter le temps d'astreinte mais surtout les contraintes physiques et le manque de main-d'oeuvre.

Les équipements ne remplacent pas la main d'œuvre mais accroissent l'attractivité des exploitations en améliorant les conditions de travail. Cependant ils sont responsables d'une augmentation de l'endettement qui doit être maîtrisée.

Construction des résultats / UTAF 2020
stratégie volume VS sobriété des investissements

Diagramme en couleurs = résultats moyens des exploitations avec traite robotisée
Diagramme en noir et blanc = résultats moyens des exploitations avec traite non robotisée (> 50 VL)



Les exploitations robotisées dégagent un produit lait et un produit céréales supérieurs de 33 000 €, cependant, les charges engagées sont également plus importantes ce explique que les résultats courants soient identiques.